



RENAULT
GUYANCOURT – AUBEVOYE
1 AVENUE DU GOLF 78288 GUYANCOURT CEDEX
API : FR TCR LOG 0 23

TCR : ☎ 01 76 83 22 93 📠 06 73 76 97 49 📠 01 76 89 12 36
CTA : ☎ 01 76 87 63 09 📠 06 04 18 63 89 📠 01 76 89 02 35
sud.guyancourt@renault.com sud.aubevoye@renault.com
sud.tcr@orange.fr et <http://sudrenault.org/>

Union
syndicale
Solidaires
industrie
Tract N°17 Novembre 2012

POUVOIR D'ACHAT ET EMPLOIS

MOBILISATION INDISPENSABLE de TOUS

On ne le trouve pas sur le plan gamme 2012, mais ce projet mobilise depuis déjà un bon moment la direction. Alimentations multiples, il a tout d'un véhicule hybride.

- **Réduction des budgets sur les promos 2012**
- **Classification des postes sensibles ou critiques** par service ou par secteur.
- Déploiement de **talent@renault** ou comment **bloquer les déroulements de carrières** et les **augmentations individuelles**.
- **Refus** de la direction du passage légal devant **les instances CCE, CE et CHSCT** de talent@renault, en préalable au déploiement. Les informations pour les managers depuis septembre et des services entiers convoqués en amphitheâtre d'ici la fin novembre.
- **Modification** des supports des **entretiens annuels** pour les synchroniser avec talent@renault.
- **Suppression des avances intéressements établissements ingénieries** sur la paie d'octobre.
- **Suppression de l'avance intéressement groupe** pour tous les sites à la mi novembre.
- **Refus** de la direction de **communiquer sur la suppression des avances**
- **Réduction de 10%** des revenus pour les **apprentis**.
- Ouverture d'une négociation en central sur un **accord de compétitivité** dont le calendrier des réunions se termine à la fin de l'année pour un retour signatures début janvier 2013, **C'est juste avant l'ouverture des négociations annuelles obligatoires (NAO) 2013.**
- Communication tous azimuts sur la seule négociation en central.

Par flashes info et réunions des UET dans l'urgence, la direction martèle inlassablement ses messages en focalisant l'attention sur les seules réunions de négociation. **Effrayer les salariés** pour tenter de faire accepter des **reculs sociaux**, le **chantage** à la **fermeture** de sites.

Dans le cas d'un accord global (c'est-à-dire sur l'ensemble des points) la direction pourrait s'engager à ne pas fermer d'usine en France dans les 3 ans. Et même si une fin de négociation transformait le conditionnel en futur, quel serait le prix à payer par l'ensemble des salariés ?

Pourquoi ces mêmes décideurs ne choisissent-ils pas de prendre le problème par le bon bout en reconstruisant **une gamme Renault attractive par le choix de ses modèles** ? Nous avons les savoirs faire études et productions pour cela.

Le **coût du travail** trop cher qui menacerait la compétitivité face à la concurrence, c'est uniquement pour **culpabiliser** les salariés.

Ne serait-ce pas plutôt **l'affaiblissement** orchestré de la **gamme Renault** par une mise en concurrence au profit de DACIA qui nous poserait problème aujourd'hui ? Et de cela, les salariés ne sont pas responsables. Une bonne partie de notre gamme laissée à l'abandon fait le bonheur de concurrents dont le coût du travail n'est pas inférieur au nôtre. Le marché des monospaces en est un bel exemple.

Augmenter « le taux d'occupation » des ingénieries et des sites de production en France passe d'abord par une **reconstruction de notre gamme**, et non persister dans son appauvrissement qui justifierait aux yeux de la direction, le paquet de mesures qu'elle tente d'imposer.

Les 2 premières réunions « accord compétitivité » étaient ciblées sur le devenir d'une partie des emplois sur les sites de productions.

Serait bien naïf quiconque s'imaginerait que les ingénieries seront épargnées au cours des prochaines réunions, depuis le temps que l'on nous ressasse que les recherches et développements coûtent trop cher.

Un simple exemple : aujourd'hui, la **mobilité** même temporaire entre sites nécessite le **volontariat** du salarié. La signature de l'accord compétitivité ferait sauter cette protection et un salarié ne pourrait plus s'y opposer.

Un salarié occupant un poste **sensible** sur le TCR aura-t-il son mot à dire si une « opportunité » lui est présentée sur Lardy, ou VSF ?



La mise en place de talent@renault va programmer la disparition des références salariales internes (grilles) nécessaires au salarié pour défendre sa cause. Ces **références communes** seront remplacées par un **chiffrage individuel** fourni par le cabinet Hay, de « la moyenne du marché ».

Les salariés n'auront accès ni à la méthode et éléments utilisés pour « la pesée » de leur poste, ni à ce qui compose le calcul du chiffrage de cette fameuse moyenne.

En Bref, ils seront complètement démunis de toute **possibilité de comparaison**. On imagine aisément l'utilisation de ce type d'outil dans la construction des plans de promos.

Face à ce constat et parce que SUD considère que le combat doit se mener **avant** les signatures d'accord ou le déploiement d'un nouveau système de rémunération, nous avons invité toutes les organisations du site à une intersyndicale la semaine dernière. La **CFE-CGC** et la **CFDT** ont **refusé d'y participer**, sans même exprimer un avis.

La **CGT** et la **SDMY-CFTC** étaient **présentes** et nous avons décidé ensemble, de rassembler dans la lutte, un maximum de salariés tous statuts confondus pour organiser la **défense du pouvoir d'achat et des emplois sur le site du TCR**.

Sur d'autres sites d'ingénierie, des intersyndicales s'organisent dans le même esprit et pour les mêmes buts.

Il est indispensable de **synchroniser ces luttes dans un mouvement commun**. Les organisations syndicales ont la responsabilité de mettre de côté les divergences, pour permettre l'émergence de ce que le bon sens et beaucoup de salariés appellent de leurs vœux, le « **tous ensemble** ».

Il y a donc urgence à ce que les salariés imposent leur place dans le débat, fassent entendre leur voix et ce quel que soit leur statut (cadre, Etam ou APR). Pour obtenir gain de cause, il faut établir un rapport de force favorable.

SUD appelle donc tous les salariés du site à se mobiliser dans le cadre des actions qui seront proposées et décidées par l'ensemble des participants, au sein des rassemblements organisés par l'intersyndicale, dont le premier aura lieu cette semaine.